

Termes de référence

Assistant(e) d'Evaluation Niger - Projet : “Lutte contre la mendicité forcée des enfants en Afrique de l'Ouest et au Niger”

- **Date limite** : 25 juin 2026 à 9h BST
- **Type de contrat** : prestation à court terme
- **Durée du contrat** : deux mois
- **Lieu** : Niger, à domicile (veuillez indiquer votre pays de résidence dans votre candidature)
- **Déplacements** : certains déplacements peuvent être nécessaires dans le cadre de cette consultance

ANTI-SLAVERY INTERNATIONAL

Anti-Slavery International est la plus ancienne organisation de défense des droits humains au monde. Notre vision est celle d'un monde sans esclavage pour tous, partout et pour toujours.

Nous considérons que l'esclavage moderne est un problème contemporain de la plus haute importance, et nous sommes déterminés à travailler avec d'autres pour garantir que tous les êtres humains puissent vivre libres de toute forme d'esclavage à travers le monde. Notre stratégie nous engage à travailler sur quatre thèmes prioritaires afin de favoriser un changement systémique et de contribuer à mettre fin à l'esclavage pour tous, partout :

- L'esclavage des enfants
- La responsabilité des entreprises
- Le traite des êtres humains
- Le changement climatique et l'esclavage

Vous pouvez en savoir plus sur nous et notre façon de travailler dans la section '[A Propos De Nous](#)' de notre site web.

Dans le cadre de son action contre l'esclavage des enfants, Anti-Slavery International collabore avec le Rights Lab de l'université de Nottingham, l'ANTD (Association nigérienne pour le traitement de la délinquance et la prévention du crime) et l'EPAD (École – Parrainage & Actions de développement) **afin de lutter contre les causes systémiques de la mendicité forcée des enfants au Niger**. Nous recherchons un(e) assistant(e) d'évaluation chargé(e) d'apporter un soutien technique essentiel sur le terrain dans le cadre de l'évaluation finale du projet.

À PROPOS DU PROJET

La mendicité forcée des enfants dans les écoles coraniques est reconnue comme un problème majeur dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, dont le Niger. De nombreuses initiatives ont été entreprises pour lutter contre ce phénomène, mais les résultats sont mitigés et de nombreux observateurs estiment que le problème continue de s'aggraver, bien qu'il soit difficile d'établir des statistiques précises. À ce jour, l'engagement du gouvernement nigérien face au problème de la mendicité des talibés reste limité, malgré la demande du Comité des droits de l'enfant des Nations Unies auprès du Niger d'éliminer cette pratique. Plusieurs facteurs sont susceptibles d'expliquer cette situation, tels qu'un manque de connaissances et de ressources, plutôt qu'une indifférence ou un manque de préoccupation à l'égard de ce problème.

Depuis mars 2023, Anti-Slavery International dirige un consortium pour la mise en œuvre d'un projet sur la mendicité forcée des enfants dans les écoles coraniques du Niger. Ce partenariat réunit un partenaire de recherche, le Rights Lab de l'Université de Nottingham au Royaume-Uni, et deux organisations de défense des droits de l'enfant de premier plan au Niger : l'Association Nigérienne pour le Traitement de la Délinquance et la prévention du crime (ANTD) et l'École, Parrainage et Actions de Développement (EPAD). Ensemble, ils ont codéveloppé et mis en œuvre des activités au niveau local. La recherche visait à établir une base de données probantes permettant d'adapter, d'intervenir et de plaider efficacement contre ce problème. Elle a impliqué une recherche qualitative pour décrire le phénomène tel qu'il existe actuellement au Niger, notamment ses différentes formes, les acteurs impliqués, leurs perspectives variées, l'analyse des lois et politiques qui le régissent, ainsi que l'élaboration d'une estimation de sa prévalence afin d'évaluer le nombre de personnes concernées.

L'objectif du projet est de parvenir à un large consensus entre les autorités étatiques et religieuses, la société civile, les structures communautaires locales et le public nigérien sur les modalités d'un enseignement religieux dispensé dans un environnement sûr et sécurisé, et de favoriser leur collaboration pour protéger les enfants talibés de l'exploitation par les trafiquants. Cela implique des réformes, fondées sur des données probantes, des cadres juridiques, réglementaires et d'autorégulation, mises en œuvre, appliquées et soutenues par les secteurs public, privé et de la société civile, qui permettraient de mettre fin à l'exploitation des talibés.

OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

Les objectifs de l'évaluation sont les suivants :

- Établir une compréhension factuelle des réalisations du projet au regard de ses objectifs et résultats déclarés, et, si possible, des progrès accomplis ou des premiers

signes d'impact. Il s'agira notamment d'examiner le contexte pertinent et les facteurs ayant influencé la nature et l'ampleur des réalisations du projet, ainsi que la mesure dans laquelle la recherche menée dans le cadre du projet a éclairé la conception et la mise en œuvre des interventions ultérieures.

- Évaluer la pertinence et le potentiel des approches du projet pour parvenir efficacement à un consensus sur la manière de dispenser un enseignement religieux dans un environnement sûr et de protéger les talibés contre l'exploitation.
- Identifier tout résultat ou effet inattendu auxquels les activités du projet ont donné lieu ou auxquels elles ont contribué
- Évaluer dans quelle mesure les progrès et les résultats du projet sont, ou peuvent être, durables à l'avenir, ainsi que les facteurs qui permettraient d'y parvenir.
- Formuler des recommandations concrètes et ciblées afin de favoriser des avancées positives sur ce problème
- Proposer des orientations et des stratégies pour l'avenir en vue d'une éventuelle extension des activités du projet et de la méthodologie d'estimation de la prévalence, y compris une éventuelle transposition à d'autres pays.

MÉTHODE D'ÉVALUATION

Les méthodes et outils d'évaluation seront élaborés conjointement par la responsable en suivi, évaluation et apprentissage du Rights Lab et la conseillère en suivi, évaluation et apprentissage de Anti Slavery International. Ils devraient inclure des entretiens avec des informateurs clés et des groupes de discussion, et pourraient également comporter une enquête sommaire ou un outil de collecte de données qualitatives. Une fois ces éléments finalisés, l'assistant d'évaluation est invité à formuler des suggestions visant à optimiser l'adéquation de ces outils pour l'interaction avec les participants à l'évaluation, dans la mesure où cela peut être utilement pris en compte dans le cadre des ressources disponibles.

Nous espérons que l'évaluation tiendra compte des points de vue de tous les partenaires du projet et d'un éventail de parties prenantes concernées, y compris d'anciens talibés (voir la question 1 ci-dessous).

Principales questions d'évaluation auxquelles il convient de répondre :

1. Quelles actions et/ou évolutions, le cas échéant, ont eu lieu au sein de chacun des groupes et parties prenantes identifiés dans la théorie du changement du projet, à savoir les législateurs, les garants de droits, les chefs religieux, les membres de la communauté, les OSC nigériennes et les anciens talibés ?
2. Comment et dans quelle mesure les approches mises en œuvre par le partenariat du projet ont-elles influencé les progrès et les changements observés ?

- Un certain nombre de changements externes très importants se sont produits pendant la période de mise en œuvre de ce projet. Dans quelle mesure ces facteurs externes ont-ils été gérés efficacement au sein du projet et comment ont-ils influencé les résultats ?

OBJECTIFS ET RÉSULTATS ATTENDUS POUR LE RÔLE

L'assistant d'évaluation au Niger jouera un rôle essentiel en aidant l'équipe d'évaluation à recueillir des données auprès des parties prenantes sur le terrain, ainsi qu'en donnant son avis sur la pertinence des outils et des méthodes utilisés auprès des personnes et entités concernées au Niger. Il aidera également l'évaluateur principal (au Rights Lab) à préparer les données recueillies sur le terrain en vue de leur analyse et examinera le rapport d'évaluation afin d'en garantir la cohérence et l'exactitude par rapport aux données d'évaluation.

| Activités | Livrables | Dates prévisibles |
|--|---|--------------------------------|
| Participer à une réunion d'orientation avec Anti-Slavery International et Rights Lab. | n/a | Semaine du 13 juillet |
| Lire et confirmer le respect des politiques organisationnelles applicables. | Politiques signés | Semaine du 13 juillet |
| Suivre la formation sur la sécurité pendant les déplacements (le cas échéant). | Certificat de formation ou l'envoi d'une preuve d'une formation à la sécurité déjà suivie. | Semaine du 13 juillet |
| Participer à des réunions d'intégration et de planification de la collecte de données avec les partenaires au Niger, ANTD et EPAD. | n/a | Semaine du 13 juillet |
| Examiner les outils et méthodes de collecte de données afin de s'assurer qu'ils sont adaptés au contexte et aux participants au Niger. | Un bref document (1 à 2 pages) contenant des recommandations pour une adaptation et une utilisation réussie des outils et méthodes de collecte de données dans le contexte nigérien du projet, avant la phase de collecte de données. | Avant les missions de collecte |
| Procéder à la collecte de données, conformément aux outils et méthodes développés, auprès des participants à l'évaluation. | Rapport succinct de la mission de terrain (structure à fournir par Anti-Slavery International et le Rights Lab). | 20 juillet – 14 août |

| | | |
|--|--|------------|
| | Données brutes collectées, transcrites et traduites en français si nécessaire. Copies numérisées des formulaires de consentement remplis pour chaque participant. | |
| Assister l'évaluateur (le Rights Lab) dans l'analyse des réponses à tous les outils de collecte de données, selon les besoins. | Commentaires transmis par courriel ou lors d'un appel téléphonique, selon les besoins. | 3-21 août |
| Examiner l'ébauche du rapport d'évaluation afin de s'assurer de sa clarté et de son exactitude, par rapport à la mission de collecte de données sur le terrain et le contexte local. | Ébauche du rapport d'évaluation revue avec des commentaires fournis. | 21-30 août |

COMPÉTENCES ET EXPERTISE POUR LE RÔLE

- Expérience avérée dans la conduite d'activités de collecte de données (notamment des entretiens avec des informateurs clés, des groupes de discussion et des enquêtes) dans le cadre d'évaluations, auprès d'un large éventail de participants, y compris des représentants gouvernementaux et des membres de communautés.
- Expérience dans l'évaluation de projets liés aux droits de l'homme et/ou au développement, de préférence comportant des volets de recherche et de plaidoyer.
- Capacité à traiter de grands volumes de données qualitatives pour l'analyse.
- Capacité à travailler en équipe, en collaborant efficacement et dans les délais impartis, et en partageant des points de vue sur les outils, les approches et les résultats.
- Capacité à travailler selon des normes élevées et dans le respect des délais fixés.
- Capacité à travailler en français et en haoussa.
- Idéalement, être basé au Niger et être en mesure de se déplacer dans différentes régions (y compris Maradi et Zinder).

CALENDRIER DE LA MISSION

Les activités d'évaluation se dérouleront en juillet et août 2026. On estime que ces activités nécessiteront environ 30 jours de travail, ce qui devrait inclure des déplacements vers deux sites du projet – la commune de Dogo-Dogo dans la région de Zinder et la commune de

Thadoua dans la région de Maradi.

GESTION DU RÔLE

Bien que l'assistant d'évaluation travaillera sous la direction de l'évaluatrice du projet, Céline Hocquet, basée au Rights Lab, le contrat sera signé avec Anti-Slavery International et géré par cette organisation, sous la responsabilité de la responsable des programmes régionaux et de plaidoyer, Miriana Giraldi.

Le consultant devra se conformer aux politiques des partenaires (Rights Lab, ANTD, EPAD et Anti-Slavery International) selon les cas, y compris le manuel de sécurité des déplacements d'Anti-Slavery International, le code de conduite, la politique de lutte contre la corruption et les pots-de-vin, ainsi que la politique de sauvegarde et de protection.

CONDITIONS DE CANDIDATURE

Pour postuler à cette mission, veuillez fournir les documents suivants :

- Votre CV, démontrant votre capacité à mener à bien la mission à l'aide d'exemples clairs et pertinents (3 pages maximum).
- Une lettre de motivation (2 pages maximum) comprenant :
 - Les raisons pour lesquelles vous postulez à cette mission ;
 - Les compétences et aptitudes pertinentes (en référence aux compétences et à l'expertise requises pour ce poste, mentionnées ci-dessus) ;
 - Des exemples de missions similaires que vous avez menées à bien ;
- Une confirmation de votre disponibilité pour effectuer cette mission entre début juillet et fin août (30 jours au total).
- Votre offre financière (TVA comprise le cas échéant).
- Indiquez si vous avez ou non suivi une formation à la sécurité en milieu hostile.

Veuillez envoyer votre candidature à jobs@antislavery.org en indiquant « Assistant d'évaluation CS01 Niger » en objet avant le 25 juin 2026.

Les entretiens en ligne auront lieu les 1 et 2 juillet.

Seuls les candidats présélectionnés pour un entretien seront contactés.